

Département de L'AIN

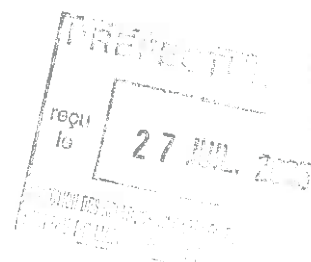
CARTE COMMUNALE

Vu pour rester annexé à notre
arrêté de ce jour
Bourg en Bresse, le 8 SEP. 2005
Par son...
Maire

CORMOZ

Vu pour être annexé à la
délibération du 11 juillet 2005
Le Maire,

L. CHAVANET



Pièce n°3 : ANNEXES — NOTICE EXPLICATIVE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT (Extraits)

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour LE MAIRE,	Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour LE PREFET,	Pour copie conforme



HABITAT & DEVELOPPEMENT PAYS DE L'AIN

49 avenue de Mâcon – 01000 BOURG-EN-BRESSE

Tél. : 04.74.45.36.80 – Fax : 04.74.22.06.79 – Email :hd.paysdelain@wanadoo.fr

1. Présentation générale

1.1 Présentation de la commune de Cormoz

1.1.1 Données générales

La commune de Cormoz compte 512 habitants au dernier recensement de 1999. La population communale a augmenté de dix habitants depuis 1990 et devrait atteindre l'effectif de 520 habitants d'ici fin 2004.

1.1.2 Etat actuel de l'assainissement de la commune

1.1.2.1 Etat actuel de l'assainissement collectif

La commune de Cormoz est équipée d'un réseau d'assainissement collectif qui dessert environ 50 abonnés. Les effluents collectés sont traités par la station d'épuration communale de type lagunage naturel et d'une capacité de 250 EH.

Les zones raccordées figurent sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (plan n°1A de l'étude de zonage d'assainissement). Il s'agit du secteur du bourg.

Les infrastructures existante sont détaillées dans le tableau ci-après.

Tableau 1-a :Descriptif de l'assainissement collectif

Nature		Longueur (m)	Répartition
Séparatif	Eau usée	2 655	69.59 %
	Eau pluviale	1 160	30.41 %
Total		3 815	100.00 %

Station d'épuration	
Commune raccordée	<i>Commune de Cormoz</i>
Date de mise en service	<i>1993</i>
Capacité nominale	<i>250 EH</i>
Volume traité en 2000	
Constructeur	
Type	<i>Lagunage naturel</i>
Destination des boues	
Milieu récepteur du rejet	<i>Le Sevron (rivière)</i>
Remarques	<i>Environ 20 % des habitations sont raccordées au réseau</i>

1.1.2.2 Etat actuel de l'assainissement non collectif

Le parc des installations d'assainissement collectif est constitué actuellement d'environ 206 abonnés (80% des abonnés à l'eau potable).

D'après l'enquête relative à l'assainissement non collectif réalisée dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement, environ 92% des installations des habitants sondés ne possèdent pas de dispositifs de traitement satisfaisants au regard de la réglementation actuelle (En référence aux Arrêtés du 6 mai 1996, de la circulaire du 22 mai 1997 et du D.T.U. 64.1 d'août 1998). Les rejets de fosses septiques, de fosses toutes eaux usées brutes sans traitement en fossé ou en ruisseau sont courants (cf. rappels ci-après).

Parmi les habitations équipées, 37 % disposent d'un épandage souterrain, traitement inadéquat aux terrains argileux représentant l'essentiel des sols de la commune.

L'équipement en dispositifs de prétraitement conformes : fosse toutes eaux ou fosse septique + bac dégraisseur (cf. rappel ci-après) est un peu plus satisfaisant : 66 % des enquêtes dépouillées. Un effort devra néanmoins être mené quant à leur entretien, puisque 45 % des abonnés ne réalisent pas périodiquement la vidange et le curage de leurs installations. La réglementation en vigueur impose des vidanges régulières tous les 4 ans.

Les nuisances liées au fonctionnement des installations d'assainissement non collectif et aux rejets actuels restent malgré tout très limitées sur la commune.

Rappels :

- *Une fosse toutes eaux assure le prétraitement commun des eaux vannes (WC) et des eaux ménagères (évier, salles de bains, lave-linge, etc.)*
- *Une fosse septique assure uniquement le prétraitement des eaux vannes. La filière doit alors être complétée par un bac dégraisseur pour le prétraitement des eaux ménagères.*

En référence aux Arrêtés du 6 Mai 1996, à la circulaire du 22 Mai 1997 et au D.T.U. 64.1 d'août 1998, la réglementation actuellement en vigueur prévoit que pour une épuration efficace, les systèmes de prétraitement décrits ci-dessus doivent être complétés par des systèmes de traitement (épandage souterrain en sol naturel, filtre à sable vertical non drainé ou filtre à sable vertical drainé en fonction de l'aptitude des terrains).

1.2 Présentation synthétique du zonage proposé et justification du choix de la commune

1.2.1 Scénarii d'assainissement envisagés sur la commune

Une proposition de zonage d'assainissement a été adressée à la commune à l'issue de la phase 2 de l'étude de zonage d'assainissement en tenant compte de l'intérêt technique et économique des scénarii envisageables.

Compte tenu de la plus importante densité d'habitation ainsi que du nombre d'habitations regroupées, le scénario de l'assainissement collectif a été étudié pour neuf hameaux non desservis de la commune :

- Les Géordes
- Le Mollard
- Les Granges Bramaz
- Les Montets, Les Champs et La Culée
- La Verne, La Gruère et Le Gros Chêne

Pour les autres secteurs non raccordés de la commune, seul le scénario de l'assainissement non collectif a été envisagé.

Un récapitulatif des scénarii d'assainissement collectif étudiés est présenté dans le tableau ci-après.

Tableau 1-b : Récapitulatif des scénarii d'assainissement collectif envisagés

Hameaux ou quartiers	Scénarii d'assainissement collectif envisagés	Coûts HT d'investissement	Coûts HT d'exploitation annuels	Nb d'habitations existantes raccordables	Nb d'équivalent habitants futurs pris en compte	Invest/habitant actuel	Invest/habitant futur
Les Géordes	Scénario 2 : Raccordement au réseau existant	163 550 €	360 €	22	90	2 480 €	1 820 €
Le Mollard	Scénario 2 : Raccordement au réseau existant	55 500 €	150 €	3	20	6 170 €	2 775 €
Les Granges Bramaz	Scénario 2 : Raccordement à une nouvelle station d'épuration communale	225 000 €	4 400 €	15	90	5 000 €	2 500 €
La Culée	Scénario 2 : Raccordement à une nouvelle station d'épuration communale	159 000 €	450 €	15	60	3 540 €	2 650 €
Les montets, les Champs et la Culée	Scénario 2 : Raccordement à une nouvelle station d'épuration communale	399 450 €	4 300 €	25	90	5 330 €	4 440 €
La Verne, la Gruère et le Gros Chêne	Scénario 2 : Raccordement à une nouvelle station d'épuration communale	356 900 €	4 690 €	20	75	5 950 €	4 760 €

1.2.2 Description du scénario retenu – raison des choix

Les élus de Cormoz, selon la délibération du conseil Municipal souhaitent délimiter le zonage d'assainissement comme suit :

- **Assainissement collectif pour l'ensemble des zones urbanisés et urbanisables desservies par le réseau d'assainissement existant (Le Bourg) et raccordement au réseau collectif existant pour la première partie du hameau des Géordes. Le scénario retenu est une variante du scénario des Géordes avec une antenne de raccordement de 280 mètres**

environ. La réévaluation du coût d'investissement et d'exploitation figure dans le tableau suivant :

Hameaux ou quartiers	Scénarii d'assainissement collectif envisagés	Coûts HT d'investissement	Coûts HT d'exploitation annuels	Nb d'habitations existantes raccordables	Nb d'équivalent habitants futurs pris en compte	Invest/habitant actuel	Invest/habitant futur
Les Geordes Premier tronçon	Scénario 2 : Raccordement au réseau existant	63 150 €	170 €	8	30	2 631 €	2 105 €

Les principaux arguments justifiant ce choix sont les suivants :

- ♦ la volonté de résoudre les contraintes liées à l'assainissement non collectif dans ces secteurs, notamment les problèmes de surface disponible limitée et les nuisances générées.
 - ♦ l'assainissement collectif permet un développement plus aisé de l'urbanisation dans ces secteurs (dans les limites fixées par la carte communale)
 - ♦ l'investissement à réaliser pour cette opération reste raisonnable au regard du nombre de foyers raccordables.
- **Assainissement non collectif pour la deuxième partie du secteur des Geordes, le secteur du Mollard, les Granges Bramaz, la Culée, les Champs, les Montets, la Verne, la Gruère et le Gros Chêne.**

Il s'agit de hameaux ou lieudits pour lesquels les perspectives de développement sont inexistantes et trop éloignées des principaux hameaux. Leur raccordement n'est pas justifiable sur les bases économiques, techniques ou environnementales développées dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement.

L'assainissement non collectif est envisageable pour ces hameaux du fait notamment de surface suffisante à l'aval des habitations.

La délimitation de chacune des ces zones figure sur la carte de zonage de l'assainissement de la commune de Cormoz.

2. Assainissement Collectif

2.1 Zones concernées

Les zones d'assainissement collectifs communales concernent à moyen terme le hameau de Geordes.

2.2 Note descriptive du projet

2.2.1 Contexte

Ce secteur n'est équipé d'aucun réseau d'assainissement collectif.

- Hameau de Geordes

Actuellement, vingt habitations fonctionnent en assainissement non collectif sur ce secteur d'une vingtaine d'hectares.

La filière d'assainissement non collectif adaptée au hameau est la fosse septique toutes eaux + filtre à sable vertical drainé.

La majorité des installations autonomes ne sont pas conformes à la réglementation et ne traitent pas convenablement les effluents domestiques avant le rejet au milieu naturel.

2.2.2 Scénarii retenus

Les scénarii d'assainissement collectif retenus par les élus pour le secteur étudié est le scénario n°2 présentés dans le tableau ci-avant :

- **raccordement au réseau collectif existant pour l'ensemble des abonnés existants et futurs du secteur des Geordes**

Le détail du scénario étudié figure dans le rapport d'étude de phase 2 : « présentation des scénarii d'assainissement pour la commune de Cormoz ».

Remarques : La présente étude n'inclut pas l'implantation précise et définitive des ouvrages à créer. Elle fera l'objet d'études préalables aux travaux (études d'avant-projet et de projet).

2.3 Organisation du futur service d'assainissement collectif

A moyen terme, les abonnés situés dans la première partie du secteur des Geordes bénéficieront du service public de l'assainissement collectif.

Ce service public à caractère industriel et commercial (Art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97) est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Plusieurs précisions sont indiquées quant au fonctionnement de ce service :

1. Une seule redevance sera appliquée pour l'ensemble des abonnés de la commune.
2. Les abonnés dépendent du service public de l'assainissement collectif dès lors que le réseau d'assainissement communal dessert leur parcelle.
3. La partie privée du branchement à réaliser (du logement jusqu'à la limite de propriété) est à la charge du propriétaire.
4. Les abonnés desservis par les réseaux d'assainissement ont l'obligation de se raccorder. Une tolérance de deux années peut être accordée aux abonnés nouvellement desservis. Par délibération municipale, le maire peut repousser ce délai à 10 ans, selon des critères précis. Passé ce délai, une majoration de la redevance assainissement collectif pourra être appliquée, puis une mise en demeure.
5. Seules les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont raccordables dans le cas de réseaux d'assainissement collectif dits séparatifs (cas de tous les réseaux récents et futures dessertes). Le raccordement d'eaux usées issues de processus industriels ou agricoles est soumis à convention et rarement possible.

2.4 Coûts du scénario d'assainissement collectif retenu

2.4.1 Investissement et fonctionnement

Selon les choix réalisés par la commune, les coûts d'investissement et de fonctionnement relatifs au scénario d'assainissement seront nuls.

2.4.2 Répercussion financière du projet sur le prix de l'eau

Les services de l'eau doivent aujourd'hui appliquer le principe comptable (M49) selon lequel « l'eau paie l'eau », tant pour l'eau potable que pour l'assainissement. Dans ce budget autonome, les recettes doivent équilibrer les dépenses.

Le prix de l'eau inclut :

- **Les coûts d'exploitations**

Les prix du service de l'eau (ramené sur la facture d'eau de l'utilisateur, au mètre cube consommé) correspond à l'ensemble des opérations qui concernent à la fois la production d'un produit de qualité, sa distribution, sa collecte après usage et enfin sa dépollution pour la protection de l'environnement.

- **Les coûts d'investissement**

Le prix de l'eau inclut une part de financement des nouvelles installations de collecte, de transfert ou de traitement.

Ce financement est souvent une charge difficile à supporter par la commune seule. En dehors de l'autofinancement, de l'amortissement technique des installations et du recours à l'emprunt, la commune est susceptible de recevoir des aides provenant d'organismes publics.

2.4.2.1 Les aides publiques potentielles

La multiplicité des acteurs de l'eau pourrait, à priori, entraîner une grande dispersion potentielle des aides à l'investissement. En fait, les financeurs principaux sont beaucoup moins nombreux.

Il s'agit des organismes percevant des redevances sur la facture d'eau de l'utilisateur :

- L'Agence de l'Eau dans le cadre de son 8^{ème} programme d'aide
- Le département qui perçoit une partie des impôts locaux

3. Assainissement non collectif

3.1 Zones concernées

Pour certains abonnés de la commune de Cormoz, le scénario de l'assainissement non collectif a été retenu. Il s'agit notamment des secteurs suivants :

- Le Grand et le Petit Ronjon
- Le Grand et le Petit Avignon
- Chamadray
- La Bascule
- La Croix Blanche
- Les Granges Milliat

Pour ces hameaux, le scénario de l'assainissement collectif a été écarté du fait :

- des faibles perspectives d'urbanisation
- de l'éloignement des réseaux existants ou des principaux hameaux
- du faible nombre d'habitations concernées

3.2 Description des filières d'assainissement non collectif

La description des filières adaptées à chacun de ces secteurs est présentée sur la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif. Pour chaque habitations non raccordées à l'assainissement collectif, une filière d'assainissement non collectif a en effet été préconisée en fonction des contraintes de terrain observées.

3.3 Note explicative des solutions proposées

La carte de faisabilité de l'assainissement non collectif établie en phase 1 de l'étude décrit l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif (plan n°1A de l'étude de zonage d'assainissement).

3.3.1 Légende de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif

La légende de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif prévoit 4 aptitudes des terrains.

▪ Secteurs cartographiés en vert

Les secteurs cartographiés en « vert » correspondent à des zones où le traitement des effluents est possible par une filière de type : ***fosse septique toutes eaux + épandage souterrain en sol naturel.***

Cette solution ne correspond à aucun des terrains rencontrés sur la commune.

▪ Secteurs cartographiés en jaune

Les secteurs cartographiés en « jaune » correspondant aux zones où les sols présentent une texture relativement riche en argile ne permettant pas l'épuration. Une évacuation des effluents est néanmoins possible dans le sol en place plus en profondeur.

Il s'agit également de zones où le sol présente une perméabilité trop forte pour que le traitement puisse être assuré dans le sol en place.

La filière de traitement adaptée est : **fosse septique toutes eaux + filtre à sable vertical non drainé.**

Cette solution ne correspond à aucun des terrains rencontrés sur la commune.

▪ Secteurs cartographié en orange

Les secteurs cartographiés en « orange » correspondent aux zones où les sols, généralement développés sur moraine imperméable, présentent une texture riche en argile ne permettant ni l'épuration, ni l'évacuation des effluents dans le sol en place.

La filière de traitement adaptée est : **fosse septique toutes eaux + filtre à sable vertical drainé.**

Une filière par filtre à sable drainé nécessite un rejet en milieu superficiel. En l'absence de cours d'eau à l'aval direct de l'habitation, le rejet se fera sous conditions en fossé ou en réseau d'eaux pluviales.

Cette solution est préconisée pour tous les hameaux étudiés de la commune.

Remarques importantes :

- *La société SAUNIER ENVIRONNEMENT n'engage sa responsabilité que sur les sondages qu'elle a elle-même réalisés et uniquement au droit de ceux-ci. La faisabilité de l'assainissement non collectif sur les parcelles non sondées a pu être jugée par extrapolation au regard de l'homogénéité des terrains autour d'un point de sondage mais n'est aucunement déterminée avec certitude.*
- *La carte d'aptitude des sols étant définies à partir de sondages ponctuels d'une part et les sols étant par nature très hétérogènes sur la commune d'autre part, il est fortement conseillé pour tout projet de construction ou de réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, de confirmer la filière par un sondage sur la parcelle concernée.*
- *La carte d'aptitude des sols d'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la commune. Elle sera la cas échéant utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes ainsi pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet de l'enquête publique.*

3.4 Organisation du service d'assainissement non collectif

Le Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et ses Décrets d'application ont transmis aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles en terme de contrôle de l'assainissement non collectif.

Ainsi, avant le 31 décembre 2005, à l'échelle de la commune de Cormoz ou à l'échelle intercommunale un Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) sera mis en place. Les tâches qui lui seront les suivantes :

- contrôle technique des dispositifs d'assainissement non collectif traitant les eaux usées domestiques (ni artisanales, ni agricoles)
- vérification technique de la conception, l'implantation et la bonne exécution (avant remblaiement) des ouvrages
- vérification périodique du bon fonctionnement :
 - bon état des ouvrages
 - bon écoulement des effluents jusqu'au traitement
 - accumulation normale des boues dans la fosse septique ou fosse septique toutes eaux
 - contrôle de la qualité du rejet le cas échéant
- éventuellement entretien : organisation et prise en charge collective des coûts d'entretien des ouvrages si les élus le décident

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art.L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Le SPANC a pour mission d'assurer un **contrôle technique**, il ne constitue pas une police administrative (propre au Maire).

Le futur SPANC devra tout particulièrement s'intéresser au cas des hameaux des Réveillères et des Vorgets où il sera nécessaire de maîtriser les rejets.

A ce jour, le SPANC n'est pas mis en place sur la commune de Cormoz. La décision de créer ce service à l'échelle communale ou intercommunale n'est pas prise.

3.5 Coûts du projet et répercussions financières

3.5.1 Investissement et fonctionnement

3.5.1.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le Coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- De la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations)
- De la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.)
- De la nature des sols
- Des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.)
- Du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti)

Tableau 4-a : Coûts des équipements d'assainissement non collectif

Pré-traitements	Coût moyen en Euros. HT	Dispositifs d'épandage	Coût de l'Installation en Euros. HT
Fosse toutes eaux	1100 €	Tranchées en sol naturel	3500 à 4000 €
		Lits d'infiltration en sol naturel	3800 à 4600 €
		Filtre à sable vertical non drainé	4100 à 4700 €
		Filtre à sable vertical drainé	4900 à 5300 €
		Tertre filtrant non drainé	5200 à 5500 €
		Tertre filtrant drainé	5500 à 5800 €

Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif sur la base de données nationales réactualisées

3.5.1.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif

▪ Vidanges des ouvrages de prétraitement

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées tous les 4 ans d'après la réglementation en vigueur par un vidangeur agréé.

Le coût de la vidange peut être estimé à environ 350 euros tous les 4 ans, soit environ 76 euros par an.

Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptibles de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

▪ Renouvellement des filtres à sables

Un colmatage progressif des filtres à sable est généralement constaté après une dizaine ou une quinzaine d'années de fonctionnement des ouvrages malgré un entretien régulier. Un coût de renouvellement de ces installations est donc à prévoir, il peut être estimé à environ 2300 € HT / 15 ans, soit environ 153 € HT / an.

3.5.2 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

Seul le contrôle est à la charge de la collectivité comme explicité au paragraphe 3.4.

4. Eaux Pluviales

Les investigations de terrains effectuées en phase 2 de l'Etude n'ont pas mis en évidence de problème particulier d'évacuation des eaux pluviales.

La gestion de l'évacuation des eaux pluviales sera gérée de la façon suivante, selon que l'on se trouve en zone d'assainissement collectif ou non collectif.

4.1 Zone d'assainissement collectif

Les secteurs raccordables à court terme au réseau d'assainissement existant seront desservis par un réseau séparatif (collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales distincts).

Si des aménagements importants sont prévus à l'avenir, conduisant à la création de surfaces imperméables significatives, des mesures compensatoires devront être définies pour en limiter les conséquences (création de bassins de rétention des eaux pluviales par exemple). Ces mesures sont déterminées dans le cadre des études hydrauliques dites « Loi sur l'Eau » qui servent à l'élaboration des documents d'incidence pour les aménagements soumis à déclaration et pour les études d'impact pour les aménagements soumis à autorisation (conformément au décret n°93.742 du 29 mars 1993 pris en application de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992).

4.2 Zone d'assainissement non collectif

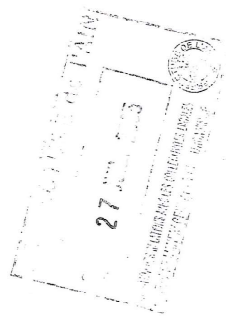
Les eaux pluviales seront gérées par les particuliers, avec une évacuation vers des fossés existants, des ruisseaux, éventuellement des stockages temporaires ou permanents sur les parcelles (étangs, mares, etc.)

Les eaux pluviales ne seront en aucun cas envoyées vers le dispositif d'assainissement.

LEGENDE

Assainissement collectif

COMMUNE DE CORMOZ



Vu pour être annexé à la
délibération du 11 juillet 2005
du Maire



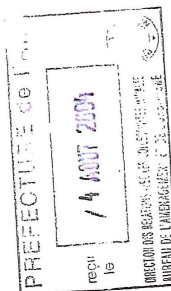
L. CHAVANEL

Vu pour rester annexé à notre
arrêté de ce jour
Ensigné en l'Essence, le
Par délégation du Préfet
Le Chef de bureau



Marie-Alex

8 SEP. 2005



Zonage d'assainissement collectif

ECHELLE : 1/2500	DATE : 19/05/2003	PLAN N°
DESSINE PAR : M. COULAND	MODIFICATION :	
ETABLI PAR : C. STEFANI	AFFAIRE : G250 - CY 00449	
VERIFIE PAR : D. UCAR		

SAUNIER Environnement
Ingénieurs Conseils

Agence de Chambéry

Savoie Technolac - BP 318

73377 LE BOURGET DU LAC

Tel : 04.79.26.46.00 - Fax : 04.79.26.46.08

E-mail : chambéry@saunier-envt.fr

A3



Condições
existentes:
12 pavilhões
Acabado Sarcada

Parcela 105:
loteamento existente
de 8 parcelas.